

MISSION PESD KOSOVO

La mission n'attend que le feu vert du Conseil pour se déployer

Par Nicolas Gros-Verheyde à Pristina

Europolitique a pu suivre pendant plusieurs jours, essentiellement dans la zone Nord du Kosovo, près de la frontière avec la Serbie, plusieurs patrouilles militaires de la KFOR (la Force de maintien de la paix dirigée par l'OTAN) et de la police européenne dans différentes villes (Mitrovica, Lesak, Vucitrn). Nous avons rencontré aussi certains responsables internationaux de la sécurité et des diplomates européens. Une vision parcellaire certainement, car nous n'avons pas pu tout voir, mais ce qu'on a bien voulu nous montrer. Une manière de prendre le pouls de la situation. Dans la première partie de ce reportage, nous avons suivi l'Equipe de préparation de la mission PESD (Politique européenne de sécurité et de défense) à Pristina et à Vucitrn avec les policiers de la KFOR-MSU (Multinational Specialized Unit).



Aller au contact de la population, gagner sa confiance est donc essentiel. Objectif atteint apparemment. Les commerçants n'hésitent pas à discuter avec les policiers

UN QUARTIER GÉNÉRAL DISCRET

Sur les hauteurs de Pristina, dans le quartier de Gërmaia — qui abrite également la force de protection civile du Kosovo, composée notamment des anciens rebelles de l'Armée de libération du Kosovo (UCK) —, un bâtiment, de quelques étages émerge du brouillard. Pas de grand drapeau, ni de décorum. Mais une plaque discrète et un agent de sécurité, anonyme. Oui, « *c'est bien ici* » que l'Equipe de préparation de la future mission « *Etat de droit* » (police, justice, douanes) de l'UE (EUPT Kosovo) a établi son quartier général. C'est un peu loin du centre, où les institutions du Kosovo (gouvernement, Parlement, ministères...), les organismes internationaux (Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo MINUK, ...) et les Européens (Commission, Conseil de l'UE, Agence pour la reconstruction), se sont rassemblées dans un périmètre protégé. Mais c'est plus discret.

RECRUTEMENT EN COURS

« *Welcome. Vous venez pour un entretien, pour quel poste ?* » Les questions de quel-

ques fonctionnaires croisés fusent aussitôt. Inutile de longs commentaires pour comprendre l'état d'esprit. Si la mission PESD n'a pas démarré, officiellement, l'impa-

tience est là. Sur le parking, une quarantaine de véhicules stationnent, la plupart avec le « *sticker* » de l'Union européenne. Une centaine de personnes (65 experts internationaux et 45 locaux) sont déjà à pied d'oeuvre. Leur mission est multiple.

Sous la houlette de Roy Reeve — un diplomate anglais, spécialiste de l'Union soviétique et de la mise en place des nouveaux Etats, et numéro 2 de la future mission —, il s'agit d'abord d'assurer le lien avec les autres autorités (Serbes et Kosovars) et autres institutions (UE, ONU, OTAN, OSCE...), ainsi qu'avec les forces de police actives (KPS, MINUK, KFOR, MSU, services spéciaux...). Les modalités opérationnelles d'intervention sont planifiées. Il faut aussi prévoir toute la logistique. Tout, en effet, doit être en place — bureaux, véhicules, ordinateurs, radios, téléphones, etc. — pour que les personnels puissent travailler immédiatement dès qu'ils arrivent. Ce qui n'est pas une tâche facile, vu les difficultés ambiantes: coupures d'électricité deux ou trois fois par jour, conditions climatiques difficiles (brouillard, neige, température variant entre -20° et 10°) et circulation hasardeuse (petites routes encombrées, souvent gelées où les accidents sont légion).

Enfin, et surtout, la mission de l'Equipe

est de compléter les organigrammes (tous sont prêts) pour mettre un nom sur chaque poste. Une première sélection a été réalisée en décembre, afin d'établir des « *short list* » pour chaque fonction. Reste maintenant à sélectionner les personnes idoines. Une deuxième sélection a commencé, début janvier, à Bruxelles ou Pristina. Un peu plus de 1 000 personnes, provenant de tous les Etats membres (et tiers), vont être ainsi choisies. Un recrutement pas toujours évident quand les Etats membres s'en mêlent ! Certes la sélection est effectuée directement au niveau européen, contrairement aux missions militaires proprement dites. Mais les Etats n'en gardent pas moins l'œil sur certains « *postes prestigieux* ». « *Nous avons plus de candidat pour être conseiller politique, par exemple, que pour assurer l'informatique* », assure un expert de l'Equipe. « *Alors que l'importance réelle des fonctions est parfois inverse* ».

Seule exception, les membres de l'Unité spéciale de police (SPU), environ 500 policiers chargés du maintien de l'ordre, proviendront directement d'unités déjà constituées dans les Etats. Trois pays — la France (gendarmes), l'Italie (carabinieri), la Pologne — fourniront l'ossature de cette force. Et éventuellement la Roumanie. La participation de ce pays reste en suspens, pour des raisons à la fois politiques (le positionnement du pays sur l'indépendance) et d'efficacité (un entraînement « *pas au top* », avance prudemment un spécialiste). Quant aux chefs d'unités, ils sont quasiment tous sélectionnés et arriveront quand le feu vert diplomatique sera donné, comme le directeur de la mission, l'ancien général français, Yves de Kermabon.

PLANNING DIPLOMATIQUE

A Bruxelles, le projet de CONOPS (concept d'opération) et d'Action commune (la décision politique) ont commencé d'être distribués aux délégations des Vingt-sept. Un premier examen a eu lieu au Comité de politique et de sécurité (...)

(COPS), les 15 (CONOPS) et 18 janvier (Action commune). L'objectif est qu'ils puissent être approuvés, dès que possible, par les ministres des Affaires étrangères. Si la date du 28 janvier est exclue, pour cause d'élection serbe, comme l'ont confirmé les autorités slovènes (Europolitique N° 3449), la décision devrait être prise à la réunion du Conseil du 18 février. « *Date un peu tardive tout de même* », avancent certains diplomates. « *Si nécessaire* », une adoption anticipée pourrait avoir lieu sans débat lors d'un autre Conseil, ou plutôt dans une réunion extraordinaire du Conseil. Une mission PESD étant normalement lancée par les ministres des Affaires étrangères. Le plan d'opération (OpPlan) et la décision de lancement officiel de l'opération seront approuvés dans la foulée (à noter que le concept général d'opération a déjà été approuvé en décembre 2006).

A partir du « *feu vert* » des ministres, la mission PESD devrait se déployer au cours d'une période de transition qui devrait s'étaler sur trois ou quatre mois, en vagues successives, succédant progressivement aux forces de la MINUK Police, Justice et Douanes. La montée en puissance se ferait lentement tout d'abord (quelques dizaines d'hommes le premier mois) et s'accélérait ensuite (les principales arrivées étant prévues le dernier

mois). Cette période de transition pourra être raccourcie, si nécessaire. De fait, certains effectifs ou unités de la future mission PESD sont déjà à pied d'œuvre au Kosovo: à la MINUK ou à la KFOR, au sein des forces militaires proprement dites ou de la MSU, ou sont en alerte dans les Etats membres. Au terme de ce processus, les 1 825 hommes et femmes qui la composent seront répartis dans tout le Kosovo : au sein de la police kosovare (6 quartiers généraux et 34 stations locales de police), des juridictions (5 cours régionales), aux frontières (particulièrement avec la Serbie, « Gate 1 » et « Gate 31 »), et à certains endroits stratégiques (aéroport de Pristina, prison...) ; l'Unité spéciale de police étant basée à Pristina.

LE SCÉNARIO IDÉAL

Pour certaines personnes en charge des missions de sécurité de l'UE, le scénario « idéal » au Kosovo serait que « *les autorités du Kosovo ne fassent qu'une 'déclaration d'intention' d'indépendance, en février, doublée d'une 'invitation officielle' à l'UE pour envoyer sa mission* ». La proclamation formelle de l'indépendance « *se faisant à une date ultérieure, idéalement en juin-juillet* ». Un délai utile pour mettre en place tous les instruments de l'Etat nouveau (Constitution, cadre législatif, drapeau, hymne...) —

tâche à laquelle s'active, avec une discrétion remarquable, une équipe réduite, réunissant des hauts responsables kosovars et des experts de l'OSCE — et permettre la mise en place de tous les organismes européens.

La mission civile PESD n'est, en effet, qu'un élément des différentes actions que va mettre en oeuvre l'Union européenne dans le futur Etat indépendant. Seront ainsi présents : l'Office civil international (ICO en anglais) qui va, autour du représentant spécial de l'UE, assurer la représentation politique de l'UE, et certaines autres missions civiles d'assistance du gouvernement kosovar, et une délégation, renforcée, de la Commission européenne qui se concentrera sur le développement économique, les réformes structurelles et l'intégration régionale du Kosovo.

Un scénario idéal qui correspond aussi aux données historiques et... climatiques. C'est entre le 20 et 28 février 1988 qu'a éclaté le mouvement de grève généralisé, notamment dans les mines de Trepca. Et c'est le 17 mars 2004 qu'on éclaté les émeutes à Mitrovica (19 morts)... Comme le précise un militaire de l'OTAN, « *ici, tout commence au dégel, fin février ou début mars !* ». ■

Organigramme de la mission PESD : <http://www.europolitique.info/web/external-file/pdf/>

Carabinieri et gendarmes de la MSU, sur le terrain

Marché de Vucitrn, petite ville au nord du Kosovo, entre Pristina et Mitrovica. Carabinieri italiens et gendarmes français sont en patrouille de routine. Ici, le pantalon Armani ou le jean Levi's 501 est affiché à 5 euros. Mais les hommes ne sont pas là pour ça. D'ailleurs, « *il n'y a pas l'arsenal législatif au Kosovo pour réprimer cette contrefaçon* », nous confirme un expert européen. Un des objectifs de la *Multinational Specialized Unit* (MSU), rattachée à la KFOR, est en effet de recueillir des informations et de mieux connaître la population. Aller au contact de la population, gagner sa confiance est donc essentiel. Objectif atteint apparemment. Les commerçants n'hésitent pas à discuter avec les policiers, en italien ou en albanais (avec traducteur), ou les invite à prendre un thé. La MSU est une force un peu spéciale. Composée de 340 policiers à statut militaire (gendarmes français et carabinieri italiens), elle « *peut intervenir dans tout le*

Kosovo, n'importe où, n'importe quand », explique le capitaine Alessandro Coassin. Sa mission recèle plusieurs enjeux. Outre « *l'information* », la MSU peut être appelée en renfort pour le maintien de l'ordre, forme les policiers kosovars ou les militaires de la KFOR (OTAN), escorte les VIP ou enquête sur la grande criminalité (mafia, terrorisme, armes, etc.). Elle dispose en réserve du GIS, le groupement spécial d'intervention basé en Italie, capable d'intervenir en cas de prise d'otage et s'appuie largement sur les autres éléments de la KFOR, notamment le KTM pour le maintien de l'ordre (détails dans une prochaine édition d'Europolitique). Toute la difficulté de notre mission est de trouver « *une réponse proportionnée* », raconte le capitaine. « *Montrer ses muscles, — uniforme et armes —, est important. Mais pour les citoyens cela peut être vu comme une provocation. Il faut donner l'impression à la population qu'on revient à une situation normale* ». *Il s'agit aussi de passer le relais à la police locale (la KPS).*

« *Si on prend tout le temps leur place, le Kosovo ne sera jamais autonome* », explique le capitaine Giorgio Broccone. « *La question n'est pas de savoir s'ils travaillent bien ou mal, mais qu'ils travaillent et que, peu à peu, ils augmentent leur capacité et leur ressources* ». La police kosovare est ainsi régulièrement formée - au maintien de l'ordre, à l'escorte des VIP - et de « *plus en plus opérationnelle* ». A côté des anciens de la police yougoslave ou de l'Armée de libération du Kosovo (UCK), elle comprend « *des jeunes qui ont de la volonté* », malgré un salaire dérisoire (200 euros par mois). Le passage sous commandement européen, avec la mission PESD Police, va « *simplifier notre tâche* », expliquent nos gradés. Même si les rapports sont « *bons* » avec la MINUK Police (la force supplétive de l'ONU pour la police), un nordique ne réagira jamais comme un méditerranéen. Alors, « *avoir des collègues de l'autre côté est toujours plus facile. On est sûr d'avoir les mêmes réactions, le même fonctionnement* ».

DÉFENSE

Nord Kosovo : un œil vers Belgrade, l'autre vers Pristina

Par Nicolas Gros-Verheyde (à Novo-Selo et Mitrovica)

Deuxième partie de notre reportage avec les militaires de la Force de maintien de la paix dirigée par l'OTAN (KFOR) en « zone Nord ».

« Ne pas se fier au calme, au calme apparent, c'est toute la difficulté de cette mission », raconte le capitaine Ucheida, de la Brigade franco-allemande, qui termine ses 4 mois au Kosovo. Quand il transmet la consigne au régiment d'infanterie de marine (français) qui les relève, c'est ce message qu'il entend faire passer. « Cela peut être calme. Ça se tend le matin et ça prend feu l'après-midi ».

Logés à « La Concession », le bâtiment qui sert aussi de centre culturel (et de boîte de nuit le vendredi soir), les militaires de la KFOR (Otan) ont là un poste d'observation de choix. Ils surplombent le principal pont de Mitrovica, gardé nuit et jour par les hommes du KPS (la police kosovare) et de la MINUK Police (ONU).

SE MONTRER UN MAXIMUM

Le KTM (Kosovo Tactical Reserve Maneuver Battalion) y stationne pour la journée. Composé du 2ème bataillon d'infanterie (portugais), dirigé par le Colonel Magalhaes, il a été placé en alerte dans la zone nord pour les semaines à venir. Basé à quelques kilomètres, à Plana, il patrouille ainsi régulièrement à Mitrovica. Destination aujourd'hui : le « Barbecue » (monument à la gloire des héros miniers de l'ex-Yougoslavie qui domine la ville) en passant par « Passy » et « Montmartre » (le quartier résidentiel de Mitrovica). Des noms bien français pour une ville des Balkans. La KFOR a, en effet, renommé certains quartiers avec des noms de l'unité présente dans la zone, français donc à Mitrovica... A chaque entrée de zone, arrêt, la robuste radio militaire crépite. La patrouille se signale à son PC de compagnie. Seul hic:

la radio portugaise n'est pas reliée directement au PC français de la Concession ; si problème il y a, ce sera donc aux PC de communiquer entre eux ! Les Portugais relèvent méthodiquement toute affiche



« High visibility, low profile », autrement dit se montrer un maximum, mais garder un profil non agressif.

politique ou annonçant un rassemblement. Photographie numérique, relevé typographique et résumé (traduction aidant) sont consignés sur un carnet et feront l'objet d'un rapport au Quartier général. Les véhicules étrangers sont enregistrés, direction Interpol, explique le sous-lieutenant Laroche qui accompagne la patrouille. « Nous surveillons aussi les prix des biens courants. Toute augmentation est un signe de pénurie, de tension ».

« High visibility, low profile », est donc la doctrine de l'OTAN. Autrement dit se montrer un maximum, mais garder un profil non agressif. Les soldats circulent sans gilet pare-balle, mais ceux-ci restent dans les véhicules. Le fusil mitrailleur se porte dans le dos et le chargeur, bien visible, n'est pas enclenché (la cartouche n'est normalement pas engagée). Pas question de déambuler dans les villages l'arme à la hanche. Seule exception, les Américains, qui sont « traumatisés par l'Irak », confie un militaire.

MITROVICA, LA VILLE SÉPARATION

Un tel déploiement de force peut paraître superflu, tant la ville respire la vie. Mais Mitrovica est une ville symbole. C'est là, qu'ont éclaté les incidents qui firent au total 19 morts et plusieurs centaines de

blessés en mars 2004. Mitrovica est aussi une ville frontière. La rivière Ibar sépare le « Kosovo albanais » au sud, du « Kosovo serbe » au nord. Une « frontière » pas vraiment parfaite. En effet, la nette majorité (100 000 environ) des « Kosovars d'origine serbe » (K.O.S. dans le langage « politiquement correct » de l'OTAN) vivent dans d'autres régions, à Pristina ou au sud du pays, en zone américaine. Le nord Kosovo, terres arides d'extraction de minerai et de montagne, aux routes impraticables l'hiver, n'abrite ainsi que 40 000 serbes. Seuls quelques dizaines de Kosovars d'origine albanaise (K.O.A.) sont restés, à Mitrovica, dans les zones d'habitation mixtes — Tours ou quartier de la Petite Bosnie — et dans quelques enclaves villageoises albanaises. « Il y a peu d'incidents ethniques en soi. Ce sont (...)

REPERE

Forte de 16 000 hommes aujourd'hui, la force de l'OTAN a été déployée à partir du 12 juin 1999, après les frappes aériennes, sur base de la résolution 1244 de l'ONU (10 juin), après l'accord militaire-technique signé avec les Serbes (9 juin). Elle est organisée en cinq Task Forces multinationales (MNTF), quadrillant le territoire, commandée chacune par une nation-cadre : Etats-Unis (Est), Irlande (Centre), Turquie (alternativement avec l'Allemagne, Sud), Italie (Ouest), France (Nord). Elle comprend deux forces – non sectorisées – le KTM (bataillon de réserve) et la MSU (force de police) – qui ont vocation à intervenir dans tout le Kosovo. Depuis le 1er septembre 2007, la KFOR est commandée par le général français Xavier Bout de Marnhac. Le Quartier général est basé à Pristina à « Film city ».

davantage des incidents qui ressortent de la contrebande », explique le lieutenant-colonel Winkel chargé de l'information au QG français. « Notre principal souci est le niveau de vie ».

Ce « Nord » vit tourné vers Belgrade. Les affiches électorales montrent les différents partis politiques de la campagne présidentielle. Et les bureaux de vote ont été ouverts pour l'élection présidentielle en Serbie. Le KPS – la police kosovare – exerce partout. Mais elle est « serbe » au nord, et très majoritairement albanaise dans le reste du pays. Les policiers serbes reçoivent d'ailleurs un « complément » de salaire de Belgrade. Tout comme les retraités serbes, un complément de pension... L'électricité, vitale en hiver, provient de Serbie au nord, du Kosovo au sud. Les voitures affichent les plaques « KM » pour « Kosovo i Metohija » (le nom serbe de la province), au contraire du reste du pays qui a opté pour le « KS » de Kosovo. Même les réseaux de téléphone mobile sont séparés : serbe au nord (38 comme indicatif), kosovar ailleurs (uti-

lisant le 377, l'indicatif de Monaco, les Telecom de la Principauté gérant, ici, le réseau). Si la séparation est bien visible, des imbrications demeurent, plus discrètes. La Serbie fournit de l'électricité aussi au Kosovo. Tel village « albanais », situé dans les hauteurs, n'est desservi que par une seule route en « zone serbe ». Quelques véhicules circulent d'ailleurs sans plaque : Albanais ou Serbes en transit dans l'autre « zone », habitants d'une enclave ou... véhicules volés. Conciliante, la police ferme les yeux.

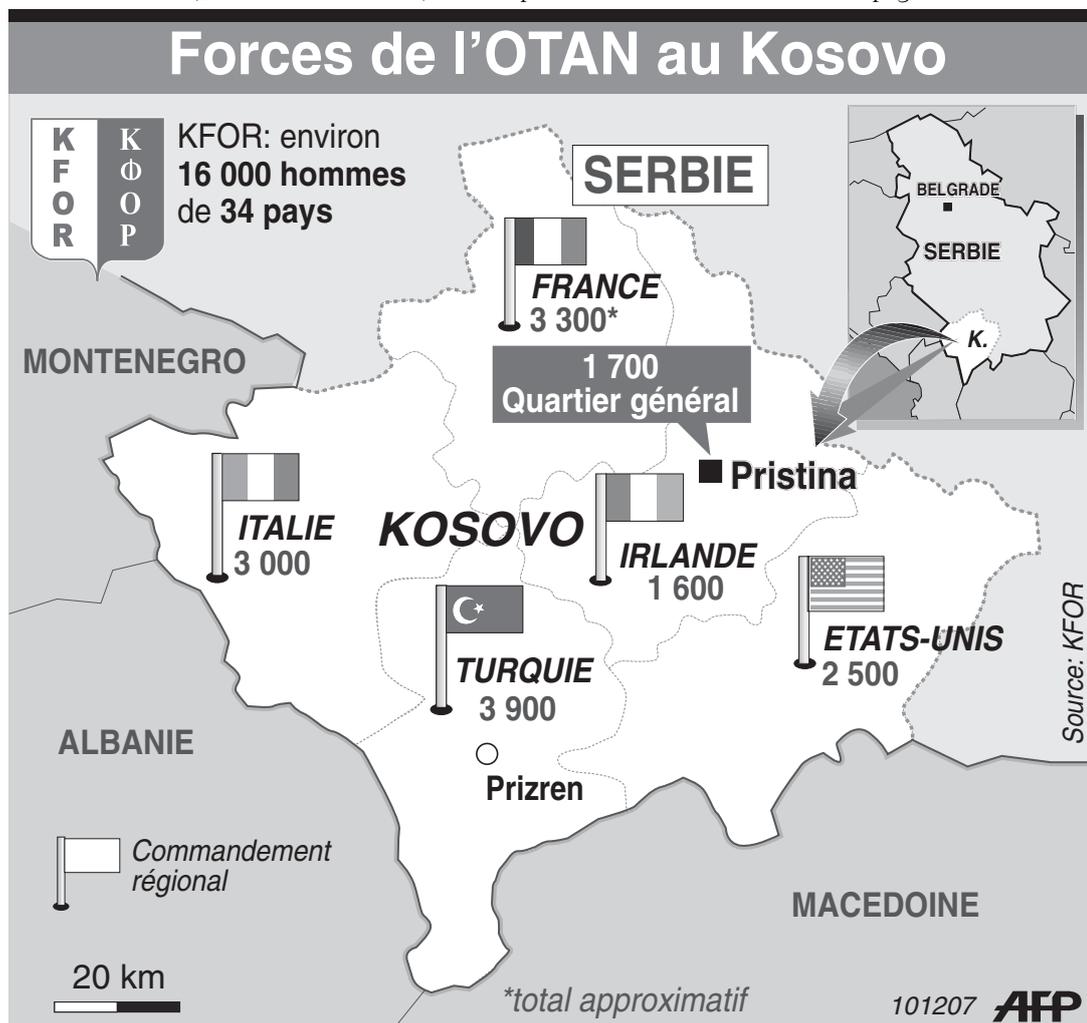
GATE 1

« Nothing Hill » le dernier camp avancé de la KFOR, plus rudimentaire que les autres. Rendez-vous avec une patrouille mixte franco-américaine, pour faire les derniers kilomètres qui séparent de la Serbie. Ce détachement de la Garde nationale de l'Iowa, d'ordinaire stationné à la Task force Est, a pris ses quartiers ici pour deux mois. Par rotation, « afin de mieux connaître le terrain », chaque Task force de l'OTAN dépêche dans la zone une compagnie.

Si c'est un « hasard » que les Américains soient là à ce moment, l'intérêt stratégique n'échappe à personne. Montrer aux Serbes que les Américains, neuf ans après les frappes de l'OTAN, sont toujours là.

Lešak. Effectivement, les grands gaillards de la Garde nationale de l'Iowa, au pas lent et décontracté, avec l'écusson aux 50 étoiles sur l'épaule, ne passent pas tout à fait inaperçus dans ce village de **Lešak**, plutôt désert à ces heures. La population vaque à ses occupations. Apparemment indifférente. Mais la politique n'est jamais loin. Le serbe rencontré au « relais » électrique fait le signe des trois doigts, en guise d'au revoir, le signe de ralliement des radicaux serbes. Message bien reçu. Un autre, chargé de « distribuer le courrier », entame une conversation qui vire à la polémique. Les mots plus rudes (« enculés d'Albanais ») succèdent aux mots convenus, que l'interprète en uniforme se garde bien de traduire, lissant la conversation. La patrouille décroche pour éviter toute provocation supplémentaire.

« Gate 1 ». Comme son nom l'indique, c'est la porte d'entrée principale entre Belgrade et la Serbie, au nord, et Pristina et le Kosovo au sud. Ce sera sûrement un des enjeux principaux de sécurité des prochaines semaines. Qui tiendra ce poste assurera l'intégrité territoriale de la province. Certes, on ne dit pas « frontière » officiellement on parle de « limite administrative nord ». Mais la réalité est similaire. Un poste de douanes, des policiers de la MINUK d'un côté, du KPS de l'autre. Et deux visions du contrôle. A l'entrée, c'est le KPS qui officie. L'accueil est débonnaire, un rapide coup d'œil, le plus souvent doublé d'une poignée de main quand c'est un voisin ou une connaissance. A la sortie, le contrôle est plus sévère. Le douanier de la MINUK – un Ghanéen à notre passage – est plus rigoureux. Apercevant les soldats de la KFOR, un passager fait le signe des trois doigts, tout hilare. Fin du périple... ■



ENTRETIEN AVEC LE GÉNÉRAL OLIVIER JUMELET

Kosovo : « N'importe quoi peut déclencher une flambée de violences »

Propos recueillis par Nicolas Gros-Verheyde à Novo-Selo

Le général Olivier Jumelet, de la brigade aéronavale de Nancy, commande la Task force Nord de l'OTAN depuis le 4 octobre 2007. La zone dont il est responsable comprend notamment la ville de Mitrovica.

Comment jugez-vous la situation de la sécurité avec les événements politiques à venir ?

Pour l'instant, c'est calme. Nous n'avons pas de souci particulier. De façon générale, on reste assez optimiste. Tout devrait se passer correctement dans les jours prochains. La situation demeure cependant sensible pour des raisons politiques. Car la population n'a pas de visibilité sur son avenir et a besoin d'en avoir. On peut sentir une certaine impatience, une certaine nervosité dans la population, quelle que soit son origine. Cela peut donc dérapier, s'enflammer, rapidement. Mais on ne sait ni où, ni quand, ni sous quelle forme. Nous restons donc très vigilants, car n'importe quoi peut déclencher une flambée de violences. Un accident de bus scolaire ou des jeunes un peu éméchés peuvent suffire...

Une incursion de l'armée serbe est-elle plausible ?

Nous n'avons pas d'indication et pas d'inquiétude non plus. Les Serbes n'en ont pas les moyens. Ils seraient repoussés immédiatement. Et ils le savent parfaitement.

Et de groupes armés ou paramilitaires ?

Nous n'avons pas de pression de groupes armés venant de Serbie ou d'Albanie. La Garde du Saint Roi Lazar (coté serbe) et l'AKSh (l'Armée nationale albanaise) sont plus des chimères qu'autre chose. Ces pseudo groupes n'ont pas vraiment de consistance,

même s'ils essaient d'exister avec des déclarations. On ne peut cependant négliger que des Serbes ou Albanais



« On peut sentir une certaine impatience, une certaine nervosité dans la population, quelle que soit son origine »

venant de l'extérieur tentent de créer des désordres. Mais ils le feront pour appuyer des Kosovars. Le principal risque se situe donc à l'intérieur.

Existe-t-il ?

Je ne pense pas que la population ait envie de s'autodétruire, ni qu'elle ait de poussée suicidaire. On craint davantage des actions individuelles ou de petits groupes, qui créent une étincelle mettant le feu aux poudres. On ne sent pas une réelle volonté d'en découdre. Il y a plutôt une défiance réciproque. Ils se disent « ils vont nous attaquer » et pas « on va les attaquer ».

Parlons coopération. La relation entre militaires de différentes nationalités ne doit pas être facile...

Vous savez on est tous militaires. Entre un Danois, un Américain, un Français, il y a une acceptation commune de ce qu'est la hiérarchie et du commandement. Chaque armée, bien

sûr, a sa culture, sa particularité, une manière différente de commander et de réagir. Mais les vrais fondamentaux militaires restent identiques.

Il y a des différences cependant, on est loin d'une armée européenne...

Clairement si on voulait fonder une armée européenne, il faudra peut-être quelques siècles pour y arriver. Les armements sont différents. Il ne peut y avoir mutualisation des stocks de munition. Chaque nation a donc sa chaîne logistique propre. Ce n'est pas le plus économique. Les statuts aussi sont différents. Et l'application des règlements militaires également. Il y a évidemment au départ, une certaine acclimatation nécessaire des troupes qui arrivent. Mais cela se passe sans difficulté, d'autant que les relèves sont échelonnées. En attendant, cela fonctionne. On s'arrange pour avoir la meilleure coordination possible. Vous savez, peu importe le cheminement de la balle dans le fusil, ce qui compte est l'effet produit par les armes.

Et avec la police kosovare, le KPS ?

Pour le maintien de l'ordre, c'est le KPS qui est en première ligne. S'ils ont besoin de nous, on vient en soutien. Ils nous ont clairement dit que si flambée de violence il y a, ils peuvent tenir 15 minutes mais pas plus. Nous travaillons donc en commun sur les planifications avec la MINUK également et faisons des exercices en commun.

Sera ce plus facile avec la mission PESD européenne ?

Si cette force européenne est déployée, ce sera intéressant. Certainement. Cette force pourra être plus homogène que ne l'est la MINUK Police et aura plus de chance d'être acceptée par la population, avec une volonté peut-être plus forte que le KPS soit opérationnel. Car c'est cela, finalement, l'objectif : avoir une police locale, formée et autonome. ■